

sans doute tous à dire que c'est là une proposition inacceptable. J'ai ici, à ce sujet, un article paru dans le *Christian Science Monitor* du 9 décembre 1965, article très intéressant auquel j'espère pouvoir revenir plus tard.

J'ai l'impression que certaines personnes parlent comme s'il s'agissait tout simplement pour le Canada de se redresser fièrement et de parler fort pour que les États-Unis fichent le camp et rentrent à la maison. Mais nous devons reconnaître que les États-Unis sont une nation souveraine. A bien des égards, ils doivent prendre leurs propres décisions. Même si nous pouvons faire connaître nos vues, et c'est là notre privilège, je doute que les États-Unis agissent de la sorte tout simplement parce que nous aurons fait beaucoup de bruit, et insisté pour que les forces américaines se retirent du Vietnam. A mon sens, monsieur le président, une bonne part de la responsabilité du Canada dans cette question se situe au niveau diplomatique. On peut souvent recourir à des moyens diplomatiques pour régler un problème quand d'autres moyens ne donneraient rien.

J'aimerais parler du numéro du 9 décembre 1965 du *Christian Science Monitor* qui renferme un éditorial intitulé: «Réalisme au sujet du Vietnam». Il se lit ainsi:

On persiste à croire à tort que le Vietnam du Nord n'attend qu'un arrêt des bombardements américains pour entamer des pourparlers de paix. Bien que cette façon de penser ne soit pas justifiée et ne l'ait jamais été, le Conseil national des Églises n'est que le dernier organisme à venir s'ajouter à la liste de ceux qui appuient cette thèse bien intentionnée mais non fondée.

Voici le second paragraphe sur lequel j'appelle particulièrement votre attention:

Le manque de réalisme de cette proposition est démontré dans un long et sérieux article écrit par un journaliste britannique qui est retourné au Vietnam du Nord après une absence de 12 ans. Publié aux États-Unis par le *New York Times News Service*, le rapport de James Cameron déclare que les communistes sont résolus à forcer les Américains à se retirer du Vietnam du Sud.

Il faut donc conclure que si cela est vrai, l'arrêt des bombardements n'aidera pas à atteindre cet objectif. Je ne dis pas que nous approuvons les bombardements du Vietnam du Nord. Je ne dis pas qu'on aurait dû les reprendre, comme on l'a fait il y a peu de temps. Je signale simplement le fait que, même si les forces américaines et sud-vietnamiennes cessaient de bombarder le Vietnam du Nord, rien ne prouve que le gouvernement d'Hanoï serait disposé à s'asseoir à la table de conférence et à en arriver, sur cette question

[M. Patterson.]

cruciale, à un accord satisfaisant pour tous les intéressés. La question reste la même: qui doit agir maintenant?

On a dit que le président des États-Unis était disposé à négocier sans conditions préalables. Il faut ajouter que, s'il en avait exigé d'abord, elles étaient peu nombreuses, mais le gouvernement d'Hanoï et ses associés ont gardé le silence le plus complet.

Nul n'ignore que la question a été portée devant le Conseil de sécurité des Nations Unies et qu'elle y sera débattue. Nous espérons sincèrement qu'à la suite de ce débat quelque progrès tangible sera réalisé vers la solution de ce problème très complexe.

Je voudrais maintenant formuler deux observations à propos du Vietnam du Sud. Après avoir lu les nouvelles et les renseignements à ma disposition, il me semble que le gouvernement du Vietnam du Sud ne parvient pas, à mon sens, à se faire accepter des gens. Peut-être n'y a-t-il pas d'autre solution. Le Vietnam du Sud a peut-être le meilleur gouvernement possible, mais il n'en demeure pas moins qu'il ne parvient pas à convaincre les Sud-Vietnamiens qu'il possède un programme logique et sensé de réformes susceptible de résoudre leurs problèmes, et qu'il offre une solution acceptable aux revendications des protagonistes du communisme.

J'ai constaté aussi que la puissance militaire ne remplace pas les solutions sociales, économiques et politiques. Je voudrais citer un autre article du *Christian Science Monitor*, numéro du 24 janvier 1966. On lit dans le dernier paragraphe:

Les Américains augmentent leur mitrailleuse pour répondre à l'infiltration croissante du Vietnam du Nord, et la crainte d'un effondrement militaire imminent n'existe donc plus. Tant que les États-Unis demeureront fermes, le front purement militaire pourra probablement être maintenu, ce qui, de l'avis de maints observateurs, est un progrès négatif.

La guerre n'est pas perdue. Mais elle n'a pas encore été gagnée.

Voilà qui met en lumière le fait que, si les États-Unis doivent réaliser leurs objectifs au Vietnam du Sud, ils n'y parviendront pas par la puissance militaire seule. Il faut résoudre les problèmes économiques, sociaux et politiques, on doit l'admettre, car ce n'est qu'à ce prix que la paix pourra être assurée dans cette région.

• (5.00 p.m.)

Monsieur le président, il faut intensifier nos efforts en vue de la réadaptation et de la reconstruction afin de convaincre les gens qu'il y a mieux que les promesses du communisme. Avant de passer à autre chose, je voudrais faire une dernière mise au point. Le